

PANAMA N'EST PAS SEULEMENT UN CANAL

Par. Xabier Gorostiaga.

« Les pays africains, ces sanglants jouets humains livrés à la volonté de services... »
 « La sécurité conciliée par des experts français ou allemands... »
 « Que réclament-ils ? Qu'ils se tiennent donc tranquilles, qu'ils acceptent l'accord établi et nul régime n'aura besoin de faire appel aux émeutes... »
 « Robert Koppeler... »

Les limites de l'accord conclu avec les États-Unis

PANAMA N'EST PAS SEULEMENT UN CANAL

Un accord conclu le 10 août entre Panama et les États-Unis sur l'avenir du canal n'atténuera aucunement la préférence de ce petit pays. Non pas parce que la passivité des pouvoirs s'effectuera progressivement, jusqu'en 1990, laissant de toute façon à Washington un droit d'intervention militaire. Mais parce que la zone du canal est une des quatre « enclaves » qui font de Panama une véritable colonie des États-Unis. Les trois autres sont les « zones » à caractère commercial et financier, se trouvant afin de maintenir fermement Panama au service de la grande stratégie économique des États-Unis.

Pour balayer les oppositions qui se manifestent au Congrès contre l'accord sur la zone du canal, l'administration Carter ne pourra pas, bien entendu, utiliser publiquement les arguments de fait que développe l'article ci-dessous. Mais ces arguments sont tellement forts que, discrètement présentés aux sénateurs les plus récalcitrants, ils viendront à bout de toutes les résistances. On pourra alors célébrer sans réserves le libéralisme du président Carter et les vertus de la conciliation...

« Pour la plupart des gens, Panama est un canal. Pour les banquiers, c'est un centre financier extérieur. Mais, pour les panaméens, c'est un pays »
 (The Banker, octobre 1973.)

En considérant le canal comme le problème central de Panama, on court le risque d'en faire un mythe, un véritable écran de fumée empêchant toute analyse plus sérieuse du pays et de son rôle. Car, en de compte, le canal n'est qu'une ancienne technique choisie parmi d'autres pour utiliser la position géographique de Panama dans une période de crise, celle de l'expansion du capitalisme monopolistique américain. La situation physique et le vieillissement technique du canal coïncident avec le début d'une nouvelle étape du capitalisme mondial : celle de l'internationalisation de la production avec les échanges multinationaux (début des années 60) et de l'internationalisation des capitaux avec l'incorporation du capital périphérique dans le circuit des échanges financiers transnationaux (début des années 70). Dans cette phase, le contrôle de l'excédent mondial par le passage des marchés à travers l'isthme est moins important que le contrôle de leur

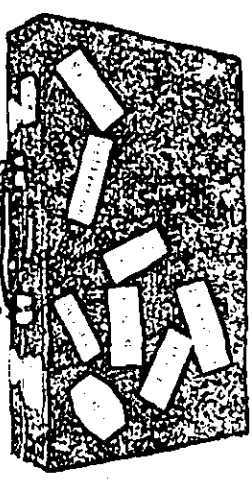
peut défluir comme des unités de production ou de services sous contrôle direct de l'étranger, dotées d'un statut légal différent de celui des autres activités économiques nationales, et dont les bénéfices sont transférés aux métropoles.

La vie du pays est, en fait, soumise au fonctionnement de quatre enclaves : la zone du canal, la Bananera (ex-United Fruit Company), la zone libre de Colon et le Centre financier international.

La zone du canal est une enclave de type colonial classique, dans laquelle l'étranger assure le pouvoir politique, économique et militaire ; son poids économique est important puisqu'elle assure environ 30 % de la production intérieure brute et, offrant vingt mille emplois à des Panaméens, constitue la principale source de travail du pays (1).

La Bananera est une enclave agricole (radiophonie, principal producteur pour l'exportation) et troisième source de travail avec les douze mille emplois qu'elle offre aux Panaméens.

Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.



« Je vous entraîne comme colibri dans 25 pays en 50 heures. »
 Pour y aller, rendez-vous à l'aéroport pour l'Algérie à Paris, à Francfort, Bruxelles, Bâle et Genève ou Moscou. Voir l'entourage. Au rythme de vos affaires. AIR ALGERIE

Lire pages 16 et 17 :

Une nouvelle de Seydou Badian :

La campagne du général

« Les pays africains, ces sanglants jouets humains livrés à la volonté de services... »
 « La sécurité conciliée par des experts français ou allemands... »
 « Que réclament-ils ? Qu'ils se tiennent donc tranquilles, qu'ils acceptent l'accord établi et nul régime n'aura besoin de faire appel aux émeutes... »
 « Robert Koppeler... »

« Maître de recherche au C.N.R.S. Cet article a été rédigé au terme d'un récent séjour d'un mois en République sud-africaine à l'invitation de l'université de Witwatersrand. »

« Les pays africains, ces sanglants jouets humains livrés à la volonté de services... »
 « La sécurité conciliée par des experts français ou allemands... »
 « Que réclament-ils ? Qu'ils se tiennent donc tranquilles, qu'ils acceptent l'accord établi et nul régime n'aura besoin de faire appel aux émeutes... »
 « Robert Koppeler... »

(1) Pour la zone du canal, cf. le *Journal diplomatique* de mars et avril 1973, juillet et septembre 1974, janvier et octobre 1975, septembre et octobre 1978.



PANAMA N'EST PAS SEULEMENT UN CANAL

(Suite de la première page.)

Mais, en outre, Panama est devenu un paradis fiscal et une plate-forme de services pour les opérations des grandes firmes transnationales. Cette situation est due à sa position géographique qui fait du pays une voie de passage du commerce mondial, à son système monétaire où le dollar est la véritable monnaie, à son système légal territorial qui ne couvre pas les opérations effectuées au-delà des frontières par des firmes établies dans le pays, et surtout à la sécurité que garantit le contrôle militaire de l'isthme par les Etats-Unis. Les firmes transnationales utilisent Panama comme pivot dans un triangle commercial pour les transferts de prix, pour les « *subsides croisés* » et pour les « *paper companies* » dont cinquante mille environ sont installées dans le pays. Une « *paper company* » est une compagnie enregistrée dans un pays donné, uniquement pour des raisons légales, fiscales et de coûts.

Les pavillons de complaisance de la flotte panaméenne représentent sans doute l'aspect le plus apparent du genre de services transnationaux que peut rendre un pays ainsi organisé. Mais ce n'est pas le seul.

Par exemple, une firme transnationale vend à sa « *paper company* » de Panama un produit au prix de 1 dollar l'unité ; la « *paper company* » l'exporte à son tour, au prix de 2 dollars l'unité, accumulant à Panama un excédent de 1 dollar. Le gouvernement de Panama ne prélève aucun impôt sur les ré-exportations, ni sur les bénéfices réalisés à l'extérieur des frontières, ni sur les gains de capital restés sur place. La maison-mère s'approprie les bénéfices accumulés à Panama et, en outre, elle fait des économies d'impôts sur l'exportation, sur les bénéfices réalisés dans son propre pays, sur les gains de capital si ceux-ci sont placés dans une banque du même pays. Tout cela est protégé par le secret rigoureux qui couvre l'ensemble des opérations.

À la considérable création de liquidités internationales comme les eurodollars, les pétrodollars, les « *latindollars* ». En 1960, on ne comptait que huit banques américaines opérant au niveau international, avec cent trente et une succursales ; en 1975, leur nombre atteignait cent vingt-cinq, avec sept cent trente-deux succursales.

À partir du Bank Holding Act de 1970, conçu pour faciliter l'expansion au développement transnational des banques américaines, mais aussi au développement parallèle des banques européennes et des banques japonaises, accompagnant l'expansion de leurs clients, les firmes transnationales de leurs pays respectifs. Les centres financiers de Singapour et de Hongkong en Asie, de Beyrouth au Proche-Orient, des Bahamas, de Panama et de Grand-Caïman dans les Caraïbes, représentent des extensions financières

des centres traditionnels de Londres et de New-York et sur une moindre échelle, des centres de Zurich, de Paris, de Francfort et de Tokyo.

À Panama, la loi bancaire de juillet 1970 institutionnalise le système et fournit les garanties légales qui rendent possible le « boom » de la déconomie en cours. En 1960, on ne comptait que cinq banques, dont les dépôts totalisaient moins de 200 millions de dollars ; en 1968, les dépôts atteignent déjà 341 millions de dollars, puis 6 milliards en 1974 et 11 milliards en 1976...

En 1968, 60 % des dépôts étaient d'origine locale et 86 % des prêts étaient à des clients panaméens. En 1970, la plupart des dépôts étaient déjà étrangers (65 %), mais les créances continuaient, pour la plupart, à être attribuées à des activités locales (63 %). Mais, depuis 1971, les dépôts, aussi bien que les crédits consentis, sont au nom d'étrangers. Les sept principales banques (Bank of Ame-

rica, First of Chicago, Banco do Brasil, Swiss Bank, Trade Development Bank, Deutsche Bank, First National City Bank) contrôlent 80 % environ des dépôts et des crédits alloués. En 1976, le Centre financier de Panama réunissait soixante-quatorze banques internationales, et d'autres services financiers (assurances, compagnies d'investissement, etc.) se développent également au service des compagnies qui opèrent dans la zone libre de Colon.

En 1976, avec un million sept cent mille habitants et une production intérieure brute de 2,2 milliards de dollars seulement, Panama servait de plate-forme à un centre financier dont les chiffres ci-dessous mesurent l'importance :

— 11 milliards de dollars de dépôts étrangers ;

— Soixante-quatorze banques internationales avec plus de deux cents agences dans ce petit pays ;

(Lire la suite page 8.)

Zone libre et centre financier

ANSI, après la zone du canal et celle-ci de type commercial, est constituée par la « zone libre de Colon », deuxième source de travail avec les quinze mille emplois qu'elle offre aux panaméens. Cette zone libre fut établie au début des années 50, sous le patronage du département américain du commerce. Plate-forme d'exportation, d'emmagasinage et d'assemblage au service des firmes multinationales du monde entier, elle est, à présent, la deuxième zone libre au monde après Hongkong, avec six cents firmes enregistrées et près de 1 milliard de dollars d'affaires par an. Sur une étendue minuscule (34 hectares), elle réalise un chiffre d'affaires représentant près du double de la totalité des échanges commer-

ciaux entre les cinq pays membres du Marché commun centraméricain.

À cette structure très diversifiée s'ajoute une quatrième enclave, le Centre financier international. Les années 60 ont vu la grande expansion des firmes multinationales, américaines en particulier, vers les pays moins développés, et plus spécialement vers l'Amérique latine, qui a reçu 75 % des investissements des firmes américaines dans le tiers-monde. Au cours des années 70 se développe un phénomène complémentaire : l'expansion des banques transnationales, l'Amérique latine accueillant encore la plupart de celles qui s'établissent dans le tiers-monde. Ce mouvement est, notamment, lié à la crise de la balance américaine des paiements, qui freine les exportations de capitaux, et

UN PEUPLE, UN CANAL

Un film de Jean-Louis Berdot

SEUL pays au monde tranché en deux par une présence coloniale étrangère, Panama fait aujourd'hui (depuis la venue au pouvoir du général Omar Torrijos) de la récupération de la zone du canal un objectif politique prioritaire. Cette détermination provoque une accélération des réformes structurelles et sociales, mais aussi une certaine tension dans la zone contrôlée par les Etats-Unis.

Jean-Louis Berdot a voulu expliquer les particularités du « progressisme » des multiples panaméens ainsi que l'impact de la situation internationale sur le pays.

URUGUAY

Déclaration conjointe des quatre organisations politiques

À l'occasion de la trizième rencontre des Parlements européens et latino-américains qui s'est achevée à Mexico le 27 juillet 1977, une condamnation législative du despotisme de la dictature uruguayenne a été prononcée. Des dirigeants politiques uruguayens : le sénateur Enrique Erro, le sénateur Enrique Rodriguez, du Parti Communiste uruguayen, le député José Diaz, dirigeant socialiste en exil, et le dirigeant du Parti pour la Victoire du Peuple, Hugo Cares, ont fait, au cours d'un grand meeting de solidarité réalisé au théâtre Garostizo de Mexico, un appel public à la plus large unité des forces opposées à la dictature.

Ces quatre dirigeants représentent d'amples secteurs politiques organisés et d'importantes forces sociales qui luttent pour vaincre la dictature et en finir avec le terrorisme d'Etat de type fasciste. Ils se sont réunis à Mexico conjointement avec un groupe de personnalités uruguayennes indépendantes, et symbolisant l'esprit unanime du peuple uruguayen qui rejette le régime tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en interprétant le sentiment

(Publicité)

(Suite de la page 7.)

— 1 900 millions de dollars de crédits intérieurs, alors que le budget annuel de l'Etat est de 400 millions seulement.

— Plus de 500 millions de dollars d'investissements bancaires nets ;

— 80 % des opérations du Centre financier sont internationales ;

— 90 % des dépôts sont étrangers ;

— 75 % des banques sont étrangères ;

— N'ayant ni banque centrale, ni monnaie nationale, Panama est entièrement soumis à l'activité du Centre financier international.

Ce système a eu pour conséquences d'augmenter le taux d'inflation, de favoriser une redistribution régressive du revenu national. En outre, 70 % du total des crédits sont allés aux activités commerciales et de services de Panama, au détriment des secteurs productifs : l'agriculture et l'industrie ne reçoivent respectivement que 8 % et 7 % du crédit bancaire.

Comment s'étonner que, à la suite de quelques lignes citées en exergue de cet article, la revue *The Banker* ait pu écrire :

« La présence, sur le sol de Panama, de ses un million sept cent mille habitants a des conséquences fâcheuses pour les grands pays et pour les grandes banques. (...) Panama pourrait attirer beaucoup plus tôt dans l'exploitation géographique de sa position géographique que le Centre financier international. (...) Panama, la plus propre économie. A Panama, la plupart des hommes d'affaires étrangers sont arrivés à la conclusion que le canal est une impasse, sur la base du raisonnement suivant : l'avenir de Panama dépend de son fonctionnement en tant que centre de services de l'hémisphère occidentale ; or la confiance serait ébranlée si les Américains venaient à être chassés de la zone du canal ou si Panama décidait de battre sa propre monnaie... Le gouvernement proteste bruyamment en

sique, on peut dire que les banques créditent le déficit (2). »

Les opérations financières sont à 80 % des opérations internationales : en 1975, le montant des crédits destinés à l'étranger atteignait 6 900 millions de dollars (les Etats-Unis, avec 2 milliards de dollars, l'Amérique du Sud, avec aussi 2 milliards, l'Amérique centrale, avec plus de 500 millions, sont les régions dont s'occupe le plus le centre financier de Panama). A cela viennent s'ajouter les cinquante mille « paper companies » enregistrées à Panama, les six cents sociétés internationales qui opèrent dans la zone libre de Colon, la flotte commerciale battant pavillon panaméen (la troisième du monde), le nouveau centre de réassurances dont la création vient d'être autorisée, la Latin American Rediscout Bank (organisme créé pour financer les exportations latino-américaines) et, éventuellement, une Banque centrale de l'Amérique latine que le SELA (Système économique latino-américain) envisage de créer.

De ce tableau d'ensemble, se dégage une conclusion : Panama est devenu un canal financier et commercial dans un système plus complexe et plus subtil que celui qui est desservi par le vieux canal à écluses (3).

Recyclage et refuge

L'expansion des firmes transnationales sur le continent, l'expansion financée avec de l'argent obtenu sur les marchés locaux, la création d'un double marché financier, les réglementations bancaires en vigueur dans les centres financiers traditionnels n'étant pas appliquées dans les centres financiers périphériques, favorisés par des normes plus libérales, des impôts moins élevés et des coûts de fonctionnement plus réduits.

Principale puissance économique de Panama, le Centre financier interna-

tional a, à court terme, affaibli la puissance des entreprises privées nationales et a miné le pouvoir de négociation du secteur public, qui est dans le pays son client le plus important et le plus endetté ; avec la crise économique, il a restreint les crédits, aggravant ainsi la récession et affaiblissant de l'intérieur le gouvernement au moment le plus critique des négociations avec les Etats-Unis sur l'avenir de la zone du canal. A moyen terme (une dizaine d'années), le Centre financier réussira à imposer au pays un système de contrôles financiers qui rendra superflue l'intervention directe des Etats-Unis dans la gestion du canal et permettra ainsi à Washington de le restituer formellement à Panama. A plus long terme, mêmes pourraient être démantelées aussitôt que la sécurité, la garantie de fonctionnement et le contrôle de la plate-forme économique panaméenne auront été assurés par les moyens financiers, plus difficiles à détecter que tout moyen de contrôle direct.

Alors l'enclave coloniale classique aura vécu, mais peu de choses auront réellement changé. Dans la phase d'internationalisation de la production et du capital, le Centre financier international continuera d'assurer les fonctions qu'assurait la zone du canal au début du siècle, pendant la phase de capitalisme monopoliste.

Les quatre enclaves de Panama sont à la base d'un projet global qui envisage l'avenir du pays jusqu'à la fin de ce siècle. Le sort des autres produits (cuivre, pêcheries, tourisme, industries agricoles, etc.) dépend entièrement d'eux. Ces quatre enclaves contrôlent environ 70 % de l'activité économique totale, et 80 % des exportations et des sources de devises installées dans les secteurs les plus dynamiques, elles soumettent la bourgeoisie nationale aux intérêts internationaux ; plus encore, elles créent un « prolétariat enclavé » et divisent les travailleurs, réduisant, ainsi leur

pouvoir de négociation et de lutte face à la bourgeoisie nationale et internationale :

— Le prolétariat des compagnies bananières, fort et combatif, se trouve à Chiriqui et à Bocas-del-Toro, coupé du reste de la classe ouvrière ;

— Les travailleurs de la zone du canal sont contrôlés par les syndicats nord-américains, et leurs salaires privilégiés les isolent du reste du prolétariat ;

— Dans la zone libre de Colon, comme dans toute zone libre, les syndicats sont presque inexistantes et ne possèdent que très peu de liens avec le reste du pays, en raison même de la structure de production et du régime légal propres à ce genre d'institutions ;

— Le Centre financier ne permet pas à ses employés de former un syndicat, malgré les fortes pressions qui s'exercent dans ce sens depuis trois ans parmi le personnel des banques. Cette structure d'enclaves fait obstacle à toute perspective de solution nationale qui serait choisie par le peuple panaméen, à tout projet de développement social, économique et politique du pays.

XABIER GOROSTIAGA.

(2) Robin Pringle, « Banking in the land of Balboa », dans *The Banker*, octobre 1975. Cf. aussi « Offshore Financial Centres », qui réunit dix-huit exposés présentés lors du séminaire organisé sur ce sujet par The Financial Times et The Banker, à Nassau, en novembre 1975.

(3) Le fondateur de la Banque d'Angleterre, l'Écossais William Paterson, avait déjà pressenti, en 1680, le rôle de Panama comme plate-forme de services : « Le commerce augmentera le commerce, et l'argent engendrera l'argent, et les hommes d'affaires n'auront plus besoin de travail pour leurs mains, mais plutôt de mains pour leur travail. Ainsi cette porte des mers, cette clef de l'univers, avec un peu d'administration raisonnable, sera de ses propriétaires les dominateurs des deux Océans et les arbitres du commerce mondial » (Cité par *The Banker*, octobre 1975, page 1198).

Rivalités territoriales entre le Chili, le Pérou et la Bolivie

C'est à ce moment que les Péruviens font connaître leur réponse. Le 18 novembre, ils remettent aux Chiliens

dans les derniers mois de la présidence du général Velasco, paraissant dans une « peu enviable situation